

Pieter Timmermans à Marie-Hélène Ska «Il y a eu une manif', mais à un moment il faut pouvoir atterrir»

EXPRESS

PT: «Sur base de certains calculs, on lance une machine avec des dégâts énormes, beaucoup plus élevés que certaines mesures prises.»

MHS: «A un moment donné il est de notre responsabilité de porter la parole des travailleurs, et mettre au point un plan d'action.»

PT: «Le statut quo est très facile à défendre, le changement, c'est beaucoup moins évident. Là, il faut reconnaître qu'il y a divergences de vues.»

MHS: «Nous avons dit pendant des semaines que si on prenait certaines mesures, on mettrait en danger la situation des travailleurs, mais aussi la relance économique. Nous n'avons pas été entendu.»

AMBIANCE

ILS N'IRONT PAS EN VACANCES ENSEMBLE...

Jeudi. 15h15 tapante. Pieter Timmermans arrive dans les bureaux de «L'Echo». Il a rendez-vous avec une dame qu'il connaît depuis longtemps. Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC. Le patron de la FEB s'installe. Et pianote nerveusement sur son téléphone en attendant sa collègue. Il attend. Il sait que le temps est compté, et il n'aime pas cela... Dans la pièce où se déroulera l'interview croisée, sorte de «concertation sociale» avant l'heure, la tension est perceptible. Marie-Hélène Ska arrive. Poignées de main, sourires figés. Les deux acteurs du Groupe des dix savent qu'ils vont croiser le fer sur des sujets qui fâchent: saut d'index, grèves, compétitivité. Distrait peut-être, Pieter Timmermans s'empare de la parole dès le début de l'interview, oubliant le traditionnel «honneur aux dames». La dame en question ravale ses mots d'un sourire

crispé. Si pas vexé... On la sent tout de suite sur la réserve face à son «partenaire social». Jamais elle n'utilisera d'ailleurs ce terme, pourtant classique, de «partenaire». Elle lui préférera «interlocuteur». Une ficelle un peu grosse pour marquer que patrons et syndicats ne s'entendent pas des masses. Pas du tout même... Durant l'interview, le ton montera. Régulièrement. La syndicaliste rougira plus d'une fois comme une cocotte-minute prête à exploser. Ce n'est que lors de la séance photo finale que les deux duellistes se souriront franchement. Enfin. La concertation sociale n'est peut-être pas totalement perdue... **N.B.**

INTERVIEW

NATHALIE BAMPS

Pour clôturer la semaine lors de laquelle le ministre de l'Emploi, Kris Peeters, a commencé sa tentative de dégel de la concertation sociale, «L'Echo» a réuni autour de la table Pieter Timmermans, l'administrateur de la Fédération des entreprises de Belgique, et Marie-Hélène Ska, la secrétaire générale de la CSC. Une rencontre patrons-syndicats sous haute tension, alors que le dialogue entre partenaires sociaux est rompu. Ici et là, ils arrivent encore à être d'accord. Mais rarement...

La mission de Kris Peeters, mission impossible?

Pieter Timmermans: Impossible, non. D'abord, Kris Peeters a fait partie du Groupe des dix, il sait comment on fonctionne. Il a été co-formateur avec Charles Michel, il a participé à toutes les réunions. Et il est ministre de l'Emploi et vice-premier.

Marie-Hélène Ska: Exactement, et il est aussi ministre de l'Économie... Or pour nous, le plus important est de discuter de l'avenir de l'emploi et de la relance économique. Nous comptons sur la mission de Peeters et le gouvernement dans son ensemble pour amorcer ce dialogue. Pas seulement sur des mesures concrètes de court terme, mais aussi sur la vision d'avenir de la Bel-

gique. Il faut voir quel modèle de société l'on veut développer dans les années à venir.

Kris Peeters fait partie du CD & V, un des partis qui a perdu du poids au sein de ce gouvernement... Il s'est encore retrouvé isolé cette semaine sur la taxation de la spéculation. Cette position ne risque-t-elle pas de rendre les choses plus difficiles?

PT: On ne négocie pas avec un seul ministre, mais l'ensemble du gouvernement... Ils ont négocié un accord, c'est à eux de s'entendre sur ce qu'ils ont signé et approuvé. Cela n'a rien à voir avec sa mission...

Mais d'autres partis ne risquent-ils pas de mettre des bâtons dans les roues de cette concertation? La NV-A?

MHS: Au kern, on nous a dit que le ministre avait pour mission de rencontrer les interlocuteurs et faire rapport au gouvernement. Nous souhaitons qu'il y ait un engagement de l'ensemble du gouvernement derrière les propositions qui seront faites. La décision finale reviendra au gouvernement.

PT: Je pense que personne aujourd'hui n'a intérêt à mettre des bâtons dans les roues de la concertation. Cela vaut pour nous, partenaires sociaux, comme pour le gouvernement. Il y a des préoccupations de part et d'autre, des actions, des manifestations. Mais à un certain moment, il faut pouvoir atterrir et trouver des ententes.

Et quel terrain d'entente?

PT: Quoi, comment, quand, c'est trop tôt pour le dire.

Que faudrait-il pour faire revivre cette concertation?

MHS: Le point de départ de toute concertation, c'est le respect de l'autre. Il faut développer une concertation sociale du 21^e siècle, ce qui veut dire que l'on doit penser et réfléchir les sujets de la concertation dans le cadre 2014, et au-delà. Entendre que se battre pour le maintien de l'emploi reste un enjeu noble, que l'autre est un interlocuteur pertinent pour la discussion, sont des éléments importants. Puis, on en viendra au contenu de la discussion, et on verra ce qui viendra sur la table. Il est facile de faire capoter une négociation... Il suffit de mettre un thème sur la table sans penser qu'il est indiscutable pour la partie d'en face. Je ne pense pas que ce soit une valeur ajoutée pour la

concertation de fonctionner comme cela.
PT: Je suis d'accord. Marie-Hélène a dit quelque chose de très important: on vit au 21^e siècle. Ce qui veut dire que le monde a changé, que les solutions sont différentes. Or parfois, le changement pose problème. Le statut quo est très facile à défendre, le changement, c'est beaucoup moins évident. Là, il faut reconnaître qu'il y a divergences de vues. Le débat est souvent miné par les tabous qui s'empilent. Et donc ne mène à rien. On se neutralise mutuellement, c'est cela qu'il faut éviter. Il s'agit de la compétitivité, du vieillissement de la population qui préoccupe tout le monde, de la politique énergétique.

Peut-on discuter avec les grèves programmées?

PT: C'est difficile. Faire grève, c'est renoncer au dialogue. Le ministre l'a dit lui-même: soit on fait grève, soit on négocie.

Je trouve aberrant que l'on se lance immédiatement dans des actions, avant même toute discussion. Sur base de certains calculs, on lance une machine avec des dégâts énormes, beaucoup plus élevés que certaines mesures prises.

Marie-Hélène Ska, vous seriez prête à suspendre les actions?

Il faut se rappeler d'où on vient. C'est facile, aujourd'hui, quand on est un lobby bien organisé, de ne pas descendre dans la rue, mais

signaler au gouvernement ce qui gêne. Et le point ne vient même pas à l'ordre du jour. Regardez la taxation sur la spéculation...

Nous avons dit pendant des semaines que si on prenait certaines mesures, on mettrait en danger la situation des travailleurs, mais aussi la relance économique. Nous n'avons pas été entendus.

On a organisé une concentration au mois de septembre. Ce message-là, non plus, n'a pas été entendu. À un moment donné, il est de notre responsabilité de porter la parole des travailleurs, et de mettre

au point un plan d'action. Nous avons simplement canalisé le mécontentement et les craintes.

Pourquoi ne pas suspendre les actions futures afin de permettre la négociation? Votre message était fort: il y a eu 120.000 personnes dans les rues. A-t-il été entendu?

MHS: Non. Le seul message qui a été entendu, c'est de dire qu'il faut que des contacts soient repris. Mais sur le fond, rien n'a encore été mis sur la table.

Mais pour cela, il faut justement se mettre à table...

MHS: Oui, mais cela suppose qu'il y ait une possibilité de discuter d'un certain nombre de points... Mais on ne le voit pas. C'est pour cela qu'aujourd'hui, il n'est pas possible de modifier le plan d'action qui a été pris. C'est pour cela que Kris Peeters a été chargé de renouer la confiance entre interlocuteurs sociaux.

Mais quand ces points seront sur la table, vous suspendrez les actions?

MHS: Mais aujourd'hui, ces points n'y sont pas!

Mais une fois qu'ils y seront?

MHS: Nous verrons.

PT: Je voudrais d'abord dire que sous Elio Di Rupo, il y avait d'abord concertation, et puis actions... C'est un simple constat. Je voudrais aussi dire que oui, il y avait 120.000 manifestants. Mais sur les réseaux sociaux, il y avait autant de gens qui disaient qu'ils n'étaient pas d'accord avec les manifestants.

120.000 manifestants, c'est quand même beaucoup...

PT: Oui, mais il y a autant de gens qui ont manifesté autrement...

MHS: Il est très facile d'envoyer un tweet...

PT: J'ai aussi reçu des lettres de vos membres criant qu'ils n'étaient pas d'accord avec vous...

MHS: Comme j'ai aussi entendu des représentants du banc patronal disant qu'ils

n'étaient pas d'accord avec le saut d'index! On ne va pas jouer à ce jeu-là...

Est-ce que le banc patronal a encore besoin de la concertation, avec un gouvernement acquis à sa cause?

PT: Mais non, c'est un gouvernement qui veut faire changer les choses. Pendant 25 ans, on a eu un gouvernement qui fermait la porte devant, et l'ouvrait à l'arrière. Est-ce que le banc patronal avait besoin de la concertation en 1999, au moment où on nous a imposé Rosetta?

Même si on avait des millions d'euros d'économies dans les soins de santé, il n'était pas question de les utiliser pour la compétitivité. C'était ça la politique. Et maintenant, on a un autre gouvernement, démocratiquement élu.

Les grèves sont-elles encore utiles?

MHS: À la CSC, nous avons toujours privilégié le fait d'être autour d'une table. À partir du moment où l'on déclenche des actions, c'est parce que nous avons l'intime conviction qu'il n'est plus possible de se réunir autour d'une table et de discuter. Dans une société démocratique, il nous semble sain que le mécontentement puisse s'exprimer. Il n'y aurait rien de pire que de mettre le couvercle sur la casserole et faire comme si la contestation n'existait pas.

La démocratie représentative complète la démocratie politique; elle ne la remplace pas. Il est bon et sain qu'un certain nombre de signaux soient entendus.

J'ai entendu les signaux envoyés par M. Timmermans sur les craintes de certains secteurs, mais les craintes exprimées par les travailleurs par rapport aux incertitudes qui pèsent sur l'avenir.

PT: Oui, il y a un mécontentement. Mais si après il y a de l'emploi, on oubliera vite. Les gouvernements qui ont pris de telles mesures les élections suivantes, ils les ont gagnées. En 1985, en 1995, c'est cela qui s'est passé, malgré les manifestations et les grèves générales.

Saut d'index, fiscalité, emploi, les sujets qui fâchent...

Il y a des sujets sur lesquels vous êtes d'accord, comme l'importance de restaurer la compétitivité. Au-delà de la question salariale qui fâche, que peut-on faire?

PT: C'est vrai que la compétitivité est plus large que les salaires. Mais cela reste le pilier le plus important. Par ailleurs, il y a aussi l'énergie, la mobilité. Mais ces matières sont en partie régionalisées. Il faut une politique cohérente.

MHS: Il y a aussi la question de la transition énergétique. Et l'UE a fixé des objectifs en terme d'investissements: 300 milliards d'euros. On ne doit pas rater ce train, d'où notre plaidoyer pour une politique de relance vigoureuse. Mais je n'en

vois pas trace dans l'accord de gouvernement.

Le saut d'index, les classes moyennes n'en étaient pas demandeuses au départ. Est-ce que c'est vraiment bénéfique pour tous les secteurs?

PT: Il n'existe pas 36 solutions pour rétablir la compétitivité. L'emploi est le facteur le plus fort pour maintenir la consommation interne. Quelle que soit la mesure qu'on prenne, il y aura toujours un impact négatif. Mais à moyen et long terme, ces mesures sont porteuses. Je rappelle aussi qu'on parle de saut d'index corrigé... Il ne faut pas présenter cela comme quelque chose qui va tuer notre

MHS: Ce saut d'index, c'est quelque chose qui n'aura pas un effet une fois, mais sur l'ensemble de la carrière! Nous avons des difficultés évidentes avec cela. D'autant qu'il vient s'ajouter à des mesures de blocage salarial qui ont été extrêmement importantes. C'est ce qui a fait réagir les classes moyennes, parce qu'elles sont en première ligne.

PT: Oui, il y a là une vraie divergence de vue. Mais ne rien faire aura des effets encore plus négatifs.

Pourriez-vous accepter que ce saut d'index soit assorti de conditions d'emploi?

PT: Ce n'est pas Rue de la loi ou au parlement qu'on va créer de l'emploi. Sauf si on décide de devenir l'Union sovié-

tique... Mais je suppose que ce n'est pas ce qu'on veut. Ici, il y a un plan. Les ingrédients sont pénibles, oui. Mais économiser autant de milliards n'est pas facile. Ce programme a démontré son succès dans d'autres pays, il y a 10 ans déjà.

MHS: Je ne peux pas partager ce constat. Et en effet, M. Timmermans a raison, on a essayé ces recettes dans le passé, et on voit ce que cela a donné... Après 20 ans de réductions de charges sociales, on sait aujourd'hui que cela coûte très cher, pour une faible efficacité. Le Bureau du plan parle de création de 12.000 emplois...

D'autre part, nous n'avons jamais contesté qu'il faille faire 11 milliards d'euros d'économies. Mais il y a plusieurs manières de le faire. Arrêtons les tabous sur la fiscalité. Essayons d'innover. Un exemple: la taxe sur les transactions financières. La Belgique s'était engagée. Aujourd'hui, elle a carrément disparu des tableaux du gouvernement!

PT: Ce que je veux dire, c'est si on avait pris certaines mesures il y a dix ans, comme les Allemands l'ont fait, on serait dans une autre situation.

La taxation de la spéculation aurait pu déminer la concertation? Même le CD & V la prône...

PT: Le CD & V a approuvé l'accord de gouvernement avec 95% de voix favorables. C'est une question à poser au CD & V...

Mais aurait-elle été acceptable?

PT: Je me serais inscrit dans l'accord de gouvernement. Mais on ne va pas recom-

mencer la discussion. Et regardez l'étude du professeur Pacolet sur les plus-values financières, on voit que l'effet est nul.

MHS: Vous savez bien comme moi qu'on parle de la spéculation. Alors arrêtons! Au moment où la crise éclate, en 2009, on a crié au loup, on a dit plus jamais cela, nous allons prendre des mesures, et puis c'est «business as usual»...

On a évalué qu'en taxant les plus-values spéculatives, on pouvait rapporter 600 millions d'euros...

PT: Oui, mais est ce que quelqu'un peut m'expliquer ce qu'est une plus-value spéculative? Une plus-value réalisée sur quel terme?

MHS: Cela fait partie de la discussion...

PT: OK, mais alors il faut parler de la fiscalité de manière plus large. D'après Eurostat, sous le précédent gouvernement, on est passé de 30,4 à 35,5% de taxation sur le capital. Sur la consommation, de 21 à 21,1%. Et sur le travail, de 42,9 à 42,8%. Ces dernières années, la seule chose que l'on a fait, c'est taxer le capital. On est déjà taxé sur tout, sauf sur l'air qu'on respire!

MHS: Je veux qu'on arrête les caricatures sur la fiscalité! Si on veut un débat honnête, qu'on accepte d'ouvrir le débat sur toutes les déductions fiscales. C'est cela aussi que dit l'étude du professeur Pacolet. On a en Belgique toute une série de possibilités de déductions fiscales qui sont extraordinaires, mais illisibles et inutilisables pour les PME. Ayons une discussion vérité là-dessus.

PT: Oui, mais vous partez de quelque chose de très statique. Les dépenses, on n'y touche pas!

MHS: Ca, nous n'avons pas dit!

PT: Mais discutons-en aussi. Les 24 systèmes de congés payés, c'est aussi un im-

broglie total. Avec les périodes assimilées, quelqu'un qui n'a travaillé que 32 ans peut toucher une pension complète. Je constate qu'on roule en Bentley avec un moteur économique de 2CV. Notre taux d'emploi n'augmente plus. Dans d'autres pays qui ont utilisé d'autres recettes, il a augmenté, comme en Allemagne.

MHS: Je partage le constat sur le taux d'emploi. Nous avons un vrai problème. Là où je ne partage pas la suite du raisonnement, c'est celui qui consiste à dire, regardons ce qui a été fait en Allemagne. En Allemagne, on a fait des jobs à 1 euro de l'heure. On voit arriver à la retraite des gens qui ont zéro euro de pension. Dans un pays qui n'est même pas le Togo...

Est-ce que c'est ce modèle-là que vous voulez, Pieter Timmermans?

PT: On crie fort, maintenant. Mais tout ce qu'on vient d'annoncer, il y a dix ans, c'est ce que Schroeder a fait. L'Allemagne avait 5 millions de chômeurs, elle en a moins de 3 millions.

Mais on voit aussi les conséquences...

PT: Il y a des choses à corriger, je suis d'accord. C'est pour cela que j'ai toujours plaidé pour que l'enveloppe «bien-être» soit plus orientée vers les plus démunis.

MHS: Vous savez comme moi que même si on affectait la totalité de l'enveloppe «bien-être» aux minima sociaux, cela ne suffirait pas à combler le saut d'index!

«Je constate qu'on roule en Bentley avec un moteur économique de 2CV.»

PIETER TIMMERMANS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DE LA FEB